



Pour Laurent FALAIZE, Président de Riviera Yachting NETWORK et administrateur de la Confédération du Nautisme et de la Plaisance, un vent d'espoir souffle sur le yachting à la veille de deux salons majeurs.

Au début de l'été, par l'adoption d'une motion de protestation, les 90 professionnels membres du cluster Riviera Yachting NETWORK, avaient unanimement tiré la sonnette d'alarme.

En effet, l'entrée en application récente de différentes mesures hypothèque l'activité économique de l'industrie de la grande plaisance, notamment en PACA, car les yachts boudent nos côtes.

Nos entreprises membres, spécialisées dans le refit, la réparation/maintenance et les services aux yachts ont alerté les élus locaux et nationaux d'une situation qui se dégrade et qui se répercute sur une multitude d'activités.

Ce sont nos élus Régionaux, Renaud Muselier (Président de la Région PACA), Hubert Falco (Président de Toulon Provence Méditerranée) et Christian Estrosi (Président de Nice Côte d'Azur) notamment qui se sont mobilisés avec force et détermination, en saisissant le 1er août, dans un courrier commun, le Président de la République.

Il y a quelques jours encore, lors d'une réunion de travail avec la Fédération des Industries Nautiques très active sur ce dossier, ce courrier apparaissait comme ayant "réveillé" le dossier ENIM. Les échanges avec le Gouvernement semblaient encourageants.

Pour cause l'annonce du Gouvernement de suspendre le décret relatif aux cotisations sociales des marins résidents en France et embarqués sur des yachts battant pavillon tiers (entrée en vigueur le 1^{er} juillet) est une avancée majeure et redonne du souffle à la filière. Une nouvelle loi devrait être discutée.

Il n'en reste pas moins que l'exode de yachts vers l'étranger aura été réel durant l'été, mais certains bateaux qui avaient renoncé à leurs travaux d'hivernage dans nos chantiers peuvent encore changer d'avis...Réponse dans les prochains jours durant les salons de Cannes et de Monaco.

Merci à nos élus régionaux d'avoir donné un écho à nos craintes, merci d'être à nos côtés pour continuer à travailler en vue d'une harmonisation européenne qui fasse que demain, notre territoire, notre filière économique ne soient plus l'objet d'une concurrence déloyale.

Nous continuons à jouer notre rôle de cluster, les politiques nous entendent, merci à ceux qui nous écoutent et qui ont compris qu'il était utile de considérer et défendre l'intérêt de nos entreprises, d'un secteur économique spécifique et par la même, notre richesse collective et des milliers d'emplois.